

Nos réf. : PATDD/SST/YR/JL
Affaire suivie par : Yoann RECOULY
yoann.recouly@hautesavoie.fr

Monsieur Henri-Victor TOURNIER
Maire
Chef lieu
74430 LE BIOT

Annecy, le 27 FEV. 2017

Objet : révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) du BIOT

Monsieur le Maire,

Le dossier de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de votre commune m'est bien parvenu.

J'ai le plaisir de vous adresser ci-joint un extrait de la délibération de la Commission Permanente n° CP-2017-0072 en date du 6 février 2017.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de la consultation du Conseil Départemental lors de la révision des documents d'urbanisme et confirme la volonté du Département de participer activement au développement des collectivités territoriales.

Je vous souhaite une bonne réception de ce document et vous remercie par avance de bien vouloir veiller à sa prise en compte dans votre PLU.

En outre, le Département souhaiterait être destinataire d'une version numérisée (ou éventuellement papier) du PLU lorsqu'il sera approuvé par la commune. Je vous en remercie par avance.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le 6ème Vice-Président du Conseil
départemental

Christian HEISON



**Extrait du Registre des Délibérations de la
Commission Permanente**

SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

n° CP-2017-0072

OBJET : IV/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DU BIOT (CANTON D'EVIAN-LES-BAINS)

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :			
Vice-Président(e)s :		Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI	
Autres membres :		Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN	
Représenté(e)s : (délégation(s) de vote)			
M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY			
Absent(e)s Excusé(e)s :			
M. MORAND			
Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	34	A l'unanimité	
Présents :	30	Voix Pour	33
Représenté(e)s :	3	Voix contre	0
Suffrages Exprimés :	33	Abstention(s)	0

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'article L.153-16 1 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n° CP-2014-0043 du 06 janvier 2014 portant sur la procédure d'association du Conseil Départemental à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme,

Vu la délibération du 26 juillet 2016 du Conseil municipal de la commune de SIXT-FER-A-CHEVAL portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 31 août 2016 du Conseil Municipal de la commune d'HABERE-POCHE portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 20 septembre 2016 du Conseil municipal de la commune d'EPAGNY METZ-TESSY portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 10 octobre 2016 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Chablais portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune du BIOT,

Vu la délibération du 7 novembre 2016 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du canton de Rumilly portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de MARIGNY-SAINT-MARCEL,

Vu l'avis favorable émis par la 7^{ème} Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières lors de sa réunion du 23 janvier 2017.

IV/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DU BIOT (canton d'Evian-les-Bains)

La communauté de communes a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, le 16 novembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

1.1. Les Routes Départementales (RD)

➤ Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales

Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.

Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil Départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur les OAP n°2 et 3. Les propositions de sécurisation des 2 carrefours RD32/Voirie Communale devront être menées conjointement avec l'Arrondissement de Thonon.

Concernant le « Point Noir » identifié en page 18 du Rapport de présentation, le Département se tient à disposition de la commune pour toute concertation à ce sujet.

➤ Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes

Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambiguïté la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influencer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue...).

Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'utilisateur perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

Le Département attire l'attention de la commune sur le traitement des entrées des hameaux. Ces derniers pourraient faire l'objet d'un traitement « d'entrée d'agglomération » contrairement à la situation actuelle « d'entrée de ville » (réduction des vitesses de circulation à 50km/h) qui est en revanche tout à fait adaptée au Chef lieu.

➤ **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

Les reculs préconisés par le Département permettent de :

- maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
- garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
- limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
- faciliter les opérations de viabilité hivernale,
- aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

Le Département souhaite attirer l'attention de la commune sur certaines prescriptions de reculs des constructions, en agglomération, autorisées entre 0 et 5 m. Dans certains cas de figure, ces reculs autorisés pourront faire l'objet de problèmes de visibilité des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

➤ **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**

Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants :

ER	Aménagement	RD concernée
3	Aménagement et sécurisation à 4m. et 5m. de largeur de la voie dite chemin de la Tire à Gys	RD32
5	Sécurisation du carrefour entre la RD N° 32 et la voie reliant la voie dite Ancienne route de Thonon-les-Bains au Biot à la RD n°32	RD32

2. Recommandations du Département au titre des ses politiques départementales

2.1. La pratique du vélo

➤ **Accompagner le développement des loisirs**

Il est rappelé que la commune est concernée par des boucles cyclotouristiques balisées :

- Parcours n° 37 : Tour du Roc d'Enfer
- Parcours n° 36b : Circuit de Joux Plane

et par 2 itinéraires cyclo grimpeurs « cols et montées remarquables ». Le « Col du Corbier Est » et le « Col du Corbier Ouest ».

Le Département encourage la commune à se rapprocher de ses services avant tout projet d'aménagement pouvant impacter ces tracés.

Il est recommandé à la commune de veiller à assurer une bonne qualité paysagère aux abords des différents itinéraires cyclables. Des prescriptions paysagères peuvent utilement être prévues dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), **notamment à l'arrière des zones d'activités, quand elles sont bordées par une voie verte**, afin d'atténuer les vues sur les zones de stockage de matériaux.

2.2. Le sport et le tourisme

➤ **Veiller à une cohérence intercommunale des projets de territoires**

Le Département recommande que les projets de territoire soient portés par des intercommunalités fédérant localement l'initiative publique et l'initiative privée. Il incite notamment à redonner du sens à la continuité territoriale, en veillant aux complémentarités entre les territoires et en optimisant les rôles potentiels : éviter les doublons, préserver l'environnement, tenir compte de l'existant (Plan tourisme 2013 – 2022).

Pour information, le projet de reconversion de la station de ski, située au Col de Drouzin le Mont (Col du Corbier) au profit d'un projet de « montagne douce » est soutenu dans le cadre du Plan Tourisme et qui devrait aboutir d'ici fin 2017/début 2018.

LA COMMISSION PERMANENTE,
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

IV/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DU BIOT (canton d'Evian-les-Bains)

DONNE un avis favorable à la commune du BIOT sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 07 février 2017.
Publiée et certifiée exécutoire,
le 09 février 2017
Pour le Président du Conseil départemental,

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Le Président du Conseil départemental,

Christian MONTEIL

Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET



